



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/43/L.49
15 novembre 1988
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 106 de l'ordre du jour

TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU
DEGRADANTS

Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Autriche,
Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Colombie, Costa Rica,
Danemark, Equateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Guinée,
Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas,
Pérou, Portugal, Samoa, Suède, Uruguay et Venezuela : projet de
résolution

Etat de la Convention contre la torture et autres peines ou
traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/
et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques 2/,
selon lesquels nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements
cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant également la Déclaration sur la protection de toutes les personnes
contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,
qu'elle a adoptée dans sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975,

Rappelant en outre sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984, par laquelle elle
a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention
contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
et demandé à tous les gouvernements d'envisager de signer et de ratifier la

1/ Résolution 217 A (III).

2/ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

Convention à titre prioritaire, ainsi que ses résolutions 40/128 du 13 décembre 1985, 41/134 du 4 décembre 1986 et 42/123 du 7 décembre 1987 ainsi que les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1987/30 du 10 mars 1987 3/, 1988/31 et 1988/36 du 8 mars 1988 4/,

Consciente de l'intérêt que le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois 5/ et les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 6/ présentent pour l'élimination de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Convaincue qu'il importe de mettre définitivement au point le projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement 7/,

Gravement préoccupée par le nombre alarmant de cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui sont signalés dans diverses régions du monde,

Résolue à promouvoir la pleine application de l'interdiction, en vertu du droit international et des droits nationaux, de la pratique de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Se félicitant que la Commission des droits de l'homme ait décidé, dans sa résolution 1988/32 du 8 mars 1988 8/, de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture,

1. Accueille avec satisfaction le premier rapport du Comité contre la torture 9/;

3/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément No 5 (E/1987/18 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

4/ Ibid., 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), chap. II, sect. A.

5/ Résolution 34/169, annexe.

6/ Résolution 37/194, annexe.

7/ A/34/146, annexe.

8/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), chap. II, sect. A.

9/ A/43/46.

2. Prend acte en l'appréciant du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 10/;

3. Reconnaît qu'il importe de prendre les arrangements administratifs et financiers voulus pour permettre au Comité contre la torture de s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la Convention et pour assurer la viabilité à long terme du Comité en tant qu'organe de supervision chargé de veiller à la mise en oeuvre effective des dispositions de la Convention;

4. Sait gré au Comité contre la torture de s'être employé sans retard à mettre en place un système efficace pour l'établissement de rapports sur l'application de la Convention par les Etats parties;

5. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Comité contre la torture dispose du personnel et des moyens voulus pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

6. Prie de nouveau tous les Etats de devenir parties à la Convention à titre prioritaire;

7. Invite une fois de plus tous les Etats à envisager, lorsqu'ils ratifieront la Convention ou y adhéreront, ou ultérieurement, la possibilité de faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention;

8. Prie le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-cinquième session et à l'Assemblée générale lors de sa quarante-quatrième session un rapport sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

9. Décide d'examiner le rapport du Secrétaire général à sa quarante-quatrième session, au titre de la question intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".
